



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2011

(en application de l'article L 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier et de l'article 222-4
et suivants du Règlement Général de l'AMF)

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RESPONSABLE.....	3
RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL	4
COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2011.....	21
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2011.....	29
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	51

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Villejuif le 25 août 2011



Agnès de Clermont Tonnerre

Directeur Pôle Finances & Affaires générales

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

1. ACTIVITE ET INFORMATIONS FINANCIERES	5
1.1 Environnement économique et financier	5
1.2 Compte de résultat consolidé.....	7
2. FACTEURS DE RISQUES.....	9
2.1 Risque de crédit	9
2.1.1 Principales évolutions au cours du premier semestre 2011.....	9
2.1.2 Perspectives d'évolution sur le second semestre 2011	13
2.2 Risque de marché.....	14
2.2.1 Principales évolutions au cours du 1er semestre 2011.....	14
2.2.2 Perspectives d'évolution sur le second semestre.....	15
2.3 Risque de gestion de bilan	16
2.3.1 Risque de liquidité et de financement	16
2.3.2 Risque de taux d'intérêt global (RTIG)	17
2.4 Risque opérationnel.....	18
2.4.1 Principales évolutions au cours du premier semestre 2011.....	18
2.4.2 Perspectives d'évolution sur le second semestre.....	19
2.5 Risques juridiques	20
2.6 Risque de non-conformité	20
2.6.1 Protection de la clientèle	20
2.6.2 Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.....	20
2.6.3 Prévention de la fraude interne et externe	20

1. Activité et informations financières

1.1 Environnement économique et financier

Les États-Unis ayant actionné les leviers, budgétaire et monétaire, pour stimuler l'activité, les craintes d'une rechute en récession de l'économie mondiale, très présentes à l'été 2010, se sont vite dissipées. La remontée des taux longs américains, qui se sont stabilisés autour de 3,4 % pour le dix ans en début d'année se sont faits le reflet de ce regain de confiance quant aux perspectives de croissance à court terme.

L'économie américaine a eu cependant bien du mal à tenir ses promesses de croissance avec une progression du PIB au premier trimestre de seulement 0,4 % en rythme annualisé. Cette contre-performance n'a pas pour autant ravivé les inquiétudes, compte tenu d'une décomposition de la croissance jugée plutôt favorable, avec une bonne tenue de la consommation des ménages et un investissement toujours dynamique.

L'Europe, qui a choisi la voie de l'austérité pour remettre les dettes publiques sur des trajectoires soutenables, a surpris par sa résilience avec une croissance qui a même accéléré en début d'année à 3,4 % en rythme annualisé. Néanmoins, l'hétérogénéité des performances au sein de la zone euro, entre un centre bien portant et une périphérie malade de sa dette, n'a pas dissipé les doutes sur la capacité de l'Europe à venir à bout de la crise des dettes souveraines.

En première partie d'année, l'économie mondiale a également fait face à une série de chocs aux répercussions incertaines. Le monde Arabe a connu un soulèvement populaire qui a pris sa source en Tunisie, avant de faire tache d'huile dans toute la région. En Tunisie et en Égypte, cette quête de démocratie a fait basculer les régimes autoritaires, alors qu'ailleurs les mouvements contestataires ont été étouffés dans la répression. En Libye, cette insurrection a dégénéré en une guerre civile entre les forces fidèles à Mouammar Kadhafi et les insurgés, soutenus par une intervention étrangère sous mandat de l'ONU. Ces troubles géopolitiques ont fait craindre une rupture généralisée d'approvisionnement en pétrole avec, pour résultante, une explosion de son prix. Ce dernier a franchi début février la barre psychologique des 100 dollars le baril pour la qualité Brent avant de s'installer durablement au-dessus de ce niveau. Au mois de mars, des catastrophes en chaîne se sont abattues sur le Japon avec un séisme d'amplitude historique, un tsunami ravageur et un accident nucléaire majeur. Elles ont créé des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement en composants et pièces détachées pénalisant certains secteurs industriels, notamment le secteur automobile.

Les chiffres d'inflation ont commencé à porter les stigmates de l'envolée du prix des matières premières en général, et du pétrole en particulier. Les indices de prix globaux ont ainsi accéléré entre janvier et juin de 1,6 % à 3,6 % aux États-Unis, et de 2,4 % à 2,7 % en zone euro. La BCE, très sensible au risque inflationniste, a musclé son discours dès le mois de janvier avant de relever son taux directeur de 25 centimes pour le porter à 1,25 % début avril. Compte tenu du fossé grandissant entre une BCE en mode resserrement et une Fed toujours en phase d'assouplissement (avec un programme de rachat d'actifs courant jusqu'en juin), le marché des changes a surtout été guidé par le différentiel de rendement entre monnaies. Ce mouvement s'est opéré à la faveur de l'euro qui s'est renforcé avec une parité EUR/USD qui a oscillé dans une fourchette comprise entre 1,35 et 1,49 au cours du premier semestre. En revanche, les marchés obligataires, après avoir fait le pari de la reprise en tout début d'année, ont revu à la baisse leurs anticipations dans un environnement économique et financier aussi fragile qu'incertain. Les taux longs ont ainsi reflué sous les 3 % des deux côtés de l'Atlantique.

En effet, si la menace inflationniste est restée présente dans les esprits en cette première partie d'année, le tassement des enquêtes de confiance dès le mois de mai a soulevé des interrogations sur le degré de résilience de la croissance mondiale face à ces chocs en série. Par ailleurs, le feuilleton de la crise des dettes souveraines a connu moult rebondissements. En mai, après la Grèce et l'Irlande, le Portugal a été à son tour contraint de se mettre sous le parapluie européen pour s'extraire des mouvements brutaux des marchés, le temps de s'ajuster. En juin, les investisseurs se sont mis à spéculer sur un défaut imminent de la Grèce face à une Europe incapable de s'entendre sur la manière de résoudre le problème de

surendettement du pays. L'adoption fin juin d'un nouveau plan d'austérité par le parlement grec a ouvert la voie au déblocage d'une nouvelle aide financière. Si les officiels européens se sont dits prêts à octroyer une telle rallonge, la question de l'implication du secteur privé dans le sauvetage grec a été un sujet de discorde. Face à ces atermoiements politiques, la contagion s'est frayée un chemin en direction des pays fondamentalement solvables mais à finances publiques fragiles, comme l'Italie ou l'Espagne, au point de questionner l'intégrité de la zone euro.

Perspectives au second semestre 2011

Face aux signes visibles de contagion aux deux poids lourds de la zone euro à savoir l'Italie et l'Espagne, l'Europe est allée un cran plus loin lors du sommet exceptionnel du 21 juillet pour tenter de mettre un terme à la crise des dettes souveraines. Reconnaître l'insolvabilité patente de la Grèce et briser le tabou du défaut d'un État-membre de la zone euro semblaient une étape nécessaire pour s'attaquer à la source du problème grec, à savoir son surendettement. La stratégie qui consistait à ré-endetter l'État grec à des conditions punitives est en effet abandonnée au profit d'une thérapie plus adaptée alliant allègement du stock de dette et modalités de refinancement plus souples. Les contribuables européens sont une fois encore mis à contribution, mais les créanciers privés acceptent également de porter une partie de l'ajustement, conscients de leur intérêt à circonscrire la crise grecque.

Il est aussi question d'agir de manière plus préventive pour sauvegarder l'intégrité de l'Union. Ainsi, le Fonds Européen de Stabilisation Financière (FESF) sera doté d'une plus grande flexibilité. Il est désormais prévu que le fonds puisse exceptionnellement, sur avis de la BCE, intervenir sur le marché secondaire de la dette pour pallier ses dysfonctionnements et ce notamment si la contagion touche l'Italie ou l'Espagne. Les États fondamentalement solvables faisant face à des problèmes temporaires de liquidité (et via ces États, les banques ayant un besoin de recapitalisation) vont pouvoir accéder au fonds européen jusqu'à présent exclusivement réservé aux pays sous-programme de la Troïka (UE-BCE-FM). L'ensemble de ces mesures a pour objectif de stopper les phénomènes de contagion entre États et via le système bancaire selon un schéma circulaire à caractère auto-réalisateur. Cette réponse musclée n'a cependant pas réussi à faire taire les inquiétudes. Face à un regain de tension sur les marchés obligataires et pour enrayer la contagion, la BCE a été contrainte de réactiver en août son programme de rachat de dette en l'étendant à l'Italie et l'Espagne, ce qui a permis de faire refluer les primes de risque. De plus, la mise en place de l'offre d'échanges de titres proposée par les créanciers privés et son corollaire, la mise en défaut temporaire de l'État grec par les agences de notation, créent de la nervosité sur les marchés.

Les États-Unis, pris également au piège de la dette, ont réussi à dépasser leur querelle partisane avec la conclusion d'un accord de dernière minute ouvrant la voie au relèvement du plafond de la dette. Si l'hypothèque du défaut technique est levée, un plan crédible d'ajustement budgétaire à moyen terme manque toujours. S&P a ainsi abaissé la notation des États-Unis d'un cran, à AA+.

Ces doutes sur la capacité des États endettés à redresser la barre alors que la croissance marque le pas ont plongé les marchés dans la tourmente au cours de l'été. La croissance reste à juste titre un sujet d'inquiétude. Au deuxième trimestre, l'activité a été atone des deux côtés de l'Atlantique (1,2 % aux États-Unis et 0,8 % en zone euro en variations trimestrielles annualisées). La deuxième partie de l'année s'annonce également difficile. Par ailleurs, la disparition des perturbations causées par le tremblement de terre au Japon pourrait certes donner un coup de fouet à l'activité industrielle au troisième trimestre. Mais la traction exercée par la reconstitution des stocks va en s'épuisant et les ressorts domestiques auront bien du mal à prendre le relais dans un contexte de chômage élevé et de montée de l'incertitude. La faiblesse de la croissance devrait laisser peu de place à une franche amélioration de l'emploi et le niveau élevé des prix des matières premières continue de mettre sous pression le budget des ménages. Les États-Unis devraient ainsi rester sur une tendance molle tandis que l'Europe, sous le poids des ajustements budgétaires, devrait continuer à vivre au ralenti. Face à une conjoncture dégradée, la BCE, qui a concédé une nouvelle hausse de taux début juillet, devrait opter pour un statu quo jusqu'en fin d'année. En l'absence de redémarrage de la croissance aux États-Unis, la Fed pourrait, elle, être tentée par un nouveau stimulus sans garantie d'efficacité le maintien à un haut niveau de l'aversion pour le risque empêchant une bonne transmission de la politique monétaire. Le risque d'une rechute en récession va rester un des thèmes dominants sur les marchés. Les valeurs refuge vont continuer à être prisées, ce qui devrait profiter aux marchés obligataires des États réputés sûrs et limiter la hausse des taux longs sans risque (autour des 3 % des deux côtés de

l'Atlantique fin 2011). Le dollar devrait bénéficier par défaut de cet environnement averse au risque (cible de 1,30 pour la parité EUR/USD en décembre).

1.2 Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	30/06/2010
Produit net bancaire	1 927	1 957
Résultat brut d'exploitation	674	666
Résultat d'exploitation	521	486
Résultat net consolidé	360	345
Résultat net part du groupe	334	319

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011				
	Banque de proximité en France	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	1 968	-4	-15	-22	1 927
Charges d'exploitation	-1 235			-18	-1 253
Résultat brut d'exploitation	733	-4	-15	-40	674
Coût du risque	-156			3	-153
Résultat d'exploitation	577	-4	-15	-37	521
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence					0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0			0	0
Variation de valeur des écarts d'acquisition					0
Résultat avant impôt	577	-4	-15	-37	521
Impôts sur les bénéfices	-178	1	5	11	-161
Gains ou pertes nets des activités arrêtées					0
Résultat net	399	-3	-10	-26	360
Intérêts minoritaires				26	26
RESULTAT NET PART DU GROUPE	399	-3	-10	-52	334

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2010				
	Banque de proximité en France	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	1 971	-4	-35	25	1 957
Charges d'exploitation	-1 282			-9	-1 291
Résultat brut d'exploitation	689	-4	-35	16	666
Coût du risque	-179			-1	-180
Résultat d'exploitation	510	-4	-35	15	486
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence					0
Gains ou pertes nets sur autres actifs					0
Variation de valeur des écarts d'acquisition					0
Résultat avant impôt	510	-4	-35	15	486
Impôts sur les bénéfices	-153	1	11		-141
Gains ou pertes nets des activités arrêtées					0
Résultat net	357	-3	-24	15	345
Intérêts minoritaires				26	26
RESULTAT NET PART DU GROUPE	357	-3	-24	-11	319

Le résultat net part du groupe total de LCL s'établit à 334 M€, en progression de 4,9 % par rapport au premier semestre 2010 notamment grâce à la bonne maîtrise des charges (-2,9 %) et du coût du risque qui est en recul de -15,4 %.

Au premier semestre 2011, grâce à une activité commerciale dynamique et un coût du risque en baisse, la Banque de proximité en France - LCL continue d'afficher de bons résultats.

L'activité commerciale reste, quant à elle, soutenue avec des indicateurs d'activité qui évoluent favorablement. Le lancement de Kwixo, nouvelle solution de paiement et de transfert d'argent à distance, et

du « Compte à Taux Progressif PRO » exclusivement dédié à la clientèle des professionnels, dynamise l'offre commerciale.

LCL continue d'avoir une participation active dans le financement des ménages et des entreprises. Les **encours de crédit** augmentent ainsi de 11,4 % sur un an, portés par les crédits à l'habitat dont la forte production permet aux encours de progresser de 17,5 %, et par l'activité des entreprises dont les encours progressent de 7,4 %.

Les **encours de collecte de bilan** augmentent également à un rythme élevé (+ 8,8 % sur un an) grâce à une production quatre fois supérieure à celle du premier semestre 2010. Les encours de collecte globaux progressent quant à eux de 4,2 % sur la même période. Par ailleurs, le lancement en avril 2011 d'une émission obligataire de 390 millions d'euros a connu un fort succès et deux nouveaux emprunts obligataires lancés en juin 2011 devraient connaître le même accueil.

Le **produit net bancaire** s'établit à 1 968 millions d'euros au premier semestre 2011 en hausse de 1,5 % par rapport au premier semestre 2010 (intégrant à partir du premier trimestre 2011 un reclassement de charges relatives aux moyens de paiements).

Cette progression des revenus s'explique par la croissance des commissions, notamment les commissions d'assurance dommages et emprunteurs qui progressent de 7,5 % et des commissions liées aux crédits immobiliers et entreprises qui augmentent de 32,2 % par rapport au premier semestre 2010. Les marges d'intérêts continuent également d'évoluer favorablement grâce à la bonne tenue des marges liées aux activités de crédits et ce, malgré la hausse des coûts de refinancement dans un contexte de marché difficile.

Les **charges d'exploitation** sont toujours bien maîtrisées avec une baisse de 1,2 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010.

Le **résultat brut d'exploitation** du semestre ressort à 733 millions d'euros, en hausse de 6,4 % sur un an.

Le **coût du risque** est, quant à lui, en forte baisse avec une amélioration de 13,4 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010. Le taux de créances douteuses et litigieuses global s'établit à 2,4 % et enregistre une baisse de 0,4 point sur un an. Le taux de couverture (y compris provisions collectives), à un niveau déjà élevé, progresse de 3,8 points pour atteindre 76,1 % au 30 juin 2011 (96,7 % sur les entreprises).

A près de 400 millions d'euros, le **résultat net** part du Groupe de la Banque de proximité enregistre sur le semestre une progression de 11,9 % par rapport au premier semestre 2010.

2. Facteurs de risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de LCL, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du document de référence 2010, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques du rapport de gestion.

Les principales catégories de risques auxquelles LCL est exposé sont : les risques de crédit, les risques de marché et de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global et risque de liquidité) et les risques opérationnels. LCL a revu au premier semestre 2011 la stratégie qu'il souhaite appliquer pour mesurer et surveiller ces catégories de risques.

La description de ces risques et les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2011 sont présentées ci-dessous. Des informations complémentaires sont fournies concernant les risques juridiques et les risques de non-conformité.

2.1 Risque de crédit

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

L'engagement peut être constitué de différents supports tels que des prêts, des titres de créances ou de propriété ou des contrats d'échange de performance, des garanties données ou des engagements confirmés et non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèces ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

2.1.1 Principales évolutions au cours du premier semestre 2011

2.1.1.1 Politique et objectifs de gestion du risque

Une nouvelle stratégie des risques, appuyée sur le Plan à Moyen Terme de LCL 2011-2013, a été présentée en avril 2011 au Comité des Risques Groupe.

A cette occasion, les principes de gouvernance renforcée et de maîtrise des risques définis en 2008 ont été confirmés.

La stratégie retenue vise à :

- conforter la bonne résilience des portefeuilles,
- sécuriser les prêts immobiliers par un recours toujours élevé aux Organismes de Caution Mutuelle,
- construire le développement sur le Marché des Professionnels sur les meilleurs profils de risque en s'appuyant sur une politique de risques adaptée selon les différents secteurs d'activité,
- renforcer l'encadrement des activités Corporate dans le cadre d'une stratégie ciblée et différenciée,
- maintenir les actions de prévention, détection et gestion des risques dans chacun des réseaux.

2.1.1.2 Gestion du risque

2.1.1.2 a) Organisation et dispositif de suivi

Le 1^{er} semestre 2011 a vu la création d'un Comité d'actualisation des règles d'octroi (CARO) afin d'adapter les règles d'octroi sur les différents marchés. Le reste du dispositif reste identique à celui décrit dans le rapport annuel de gestion 2010.

2.1.1.2 b) Méthodologie et système de mesure

En terme de pilotage, les outils d'analyse et de suivi continuent d'être enrichis et diffusés largement au travers de l'intranet LCL Risques.

2.1.1.3 Exposition

2.1.1.3 a) Exposition maximale

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat <i>(hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</i>	79	70
Instruments dérivés de couverture	2 278	2 790
Actifs disponibles à la vente <i>(hors titres à revenu variable)</i>	1 000	1 022
Prêts et créances sur les établissements de crédit <i>(hors opérations internes)</i>	13 212	14 875
Prêts et créances sur la clientèle	88 247	81 888
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0
EXPOSITION DES ENGAGEMENTS DE BILAN (nets de dépréciations)	104 816	100 645
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	16 046	15 887
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes)	7 159	7 358
Provisions - engagements par signature	-85	-101
EXPOSITION DES ENGAGEMENTS HORS BILAN (nets de provisions)	23 120	23 144
TOTAL EXPOSITION NETTE	127 936	123 789

2.1.1.3 b) Exposition par agent économique

La présentation de diverses concentrations de risques permet de donner une information sur la diversification de cette exposition aux risques. La ventilation des prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique est détaillée en note 5.4 du rapport.

2.1.1.3 c) Qualité des encours (source Bâle II hors Défaut)

Marché des entreprises :

Sur les six premiers mois de l'année 2011, la qualité du portefeuille hors défaut et non notés poursuit son amélioration régulière avec une augmentation de 2 points de la part des faibles risques (Investment grade). Dans le même temps, une baisse des encours sensibles est constatée.

Notation Bâle II : répartition en pourcentage

	30/06/2011	31/12/2010
Investment Grade	78%	76%
Non Investment Grade	19%	20%
Sensibles	3%	4%
TOTAL	100%	100%

Marché des particuliers et professionnels (hors défaut et non notés) :

Sur le marché des professionnels, la notion de « risque sensible » a été élargie au premier semestre 2011 pour favoriser l'anticipation de la maîtrise du risque. Au total sur le Retail, la part d'encours « risque sensible » progresse de 1 point par rapport à fin 2010. La part « risque modéré » se réduit dans le même temps de 1 point. A données comparables par rapport au 31/12/2010, la part «risque sensible» est en baisse sur le semestre de 0,1 point.

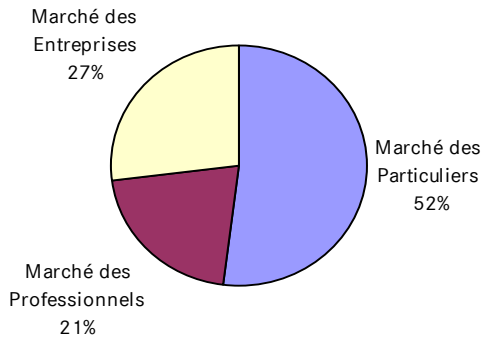
Notation Bâle II : répartition en pourcentage

	30/06/2011	31/12/2010
Risque modéré	78%	79%
Risque moyen	17%	17%
Risque sensible	5%	4%
TOTAL	100%	100%

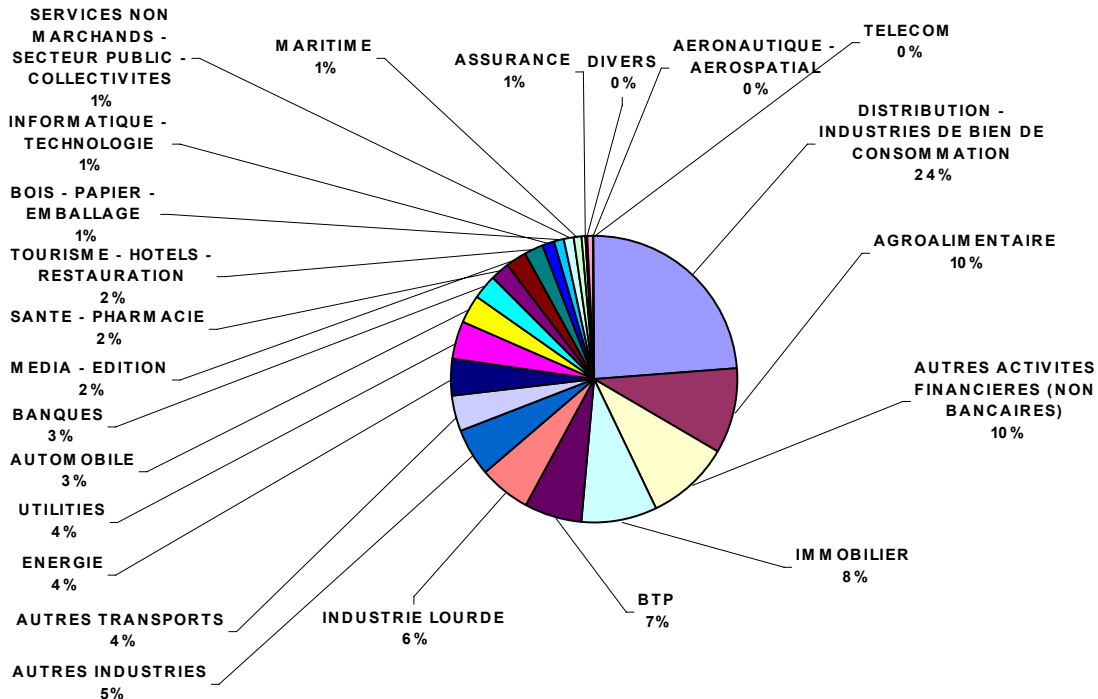
2.1.1.3 d) Concentration

Répartition des engagements commerciaux par marché

Le graphique ci-après reprend la répartition des engagements par nature de clientèle.



Ventilation des engagements commerciaux par filière d'activité économique (marché des entreprises)



2.1.1.3 e) Coût du risque

A fin juin 2011, le niveau de créances douteuses litigieuses (CDL) a diminué de 50 M€, le taux de CDL passant de 2,62 % à 2,42 %.

Sur le Retail, le taux de CDL est passé de 2,29 % à 2,22 % au 30 juin 2011 avec une progression des encours de 46 M€.

Sur le marché des entreprises, le taux de CDL à 2.95 %, continue son amélioration - 59 points de base par rapport à décembre 2010 - avec une baisse parallèle des capitaux de 96 M€.

Le taux de coût du risque à fin juin 2011 pour LCL - Banque de proximité Réseau s'inscrit en baisse à 0,28 % des engagements, et représente une charge nette cumulée de 153,6 M€, contre respectivement 0,37 % et 179 M€ sur le premier semestre 2010.

Le taux de couverture prudentielle atteint 76.1% à la fin du premier semestre 2011.

2.1.2 Perspectives d'évolution sur le second semestre 2011

Afin de maintenir l'évolution favorable des indicateurs de risque, des actions correctives et préventives sont poursuivies ou mises en place.

Marché des particuliers et des professionnels (dont Banque privée) :

Des actions seront menées sur les encours débiteurs en anomalie et sur les SCI en anomalie de plus de 30 jours. La politique d'octroi fera l'objet de plusieurs ajustements.

Marché des entreprises :

Une actualisation du référentiel des contrôles de 2ème degré sera menée.

2.2 Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives, sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché tels que les taux d'intérêts, les taux de change, le cours des actions, le prix des matières premières, ainsi que de leur volatilité implicite.

2.2.1 Principales évolutions au cours du 1er semestre 2011

2.2.1.1 *Politique et objectifs de gestion du risque*

La politique et les objectifs de gestion du risque de marché restent inchangés depuis fin 2010 (cf. rapport annuel LCL 2010).

2.2.1.2 *Gestion du risque*

2.2.1.2 a) *Organisation et dispositif de suivi du risque*

L'organisation et le dispositif de suivi du risque de marché n'ont pas subi d'évolution depuis fin 2010 (cf. rapport annuel LCL 2010), tant sur le périmètre géré par LCL que sur celui délégué à Crédit Agricole S.A. (activité de trading et portefeuille de placement)

2.2.1.2 b) *Méthodologie et système de mesure et d'encadrement du risque*

La méthodologie et le système de mesure et d'encadrement du risque de marché sur le périmètre géré par LCL restent inchangés depuis fin 2010 (cf. rapport annuel LCL 2010), à l'exception des stress scenarii sur le portefeuille de placement :

- depuis mai 2011, un choc est appliqué à la poche d'actifs « taux et crédits » (-100 pb avec une sensibilité sur 1 an pour un portefeuille d'horizon 5 ans de 4,4 % pour 1 pb).
- dans le cadre de la stratégie des risques de LCL validée par le Comité des Risques Groupe de Crédit Agricole S.A. du 28 avril 2011, un stress adverse avec une limite en pourcentage des fonds propres a été mis en place. Ce nouveau stress test comprend les chocs suivants : - 30 % sur la poche d'actifs actions, -30 % sur la poche d'actifs « alternatifs » et + 300 pb avec une sensibilité sur 1 an pour un portefeuille d'horizon 5 ans de 4,4% pour 1 pb sur la poche d'actifs « taux et crédits ».

Concernant le périmètre de la gestion déléguée à Crédit Agricole S.A., à la suite de la stratégie des risques LCL de 2011, les évolutions sont les suivantes :

- activités de trading : l'activité de diversification a été arrêtée. La VaR globale diminue en conséquence tout en permettant la mise en place de stratégies de couverture économique de bilan qui ne seraient pas éligibles à la macro-couverture comptable. De même, le stop loss de trading de diversification est supprimé.
- portefeuille de placement : adaptation des limites au contexte de marché actuel.

2.2.1.3 Exposition

2.2.1.3 a) Trésorerie euro et devises des opérations clientèles liées au métier de Banque de proximité

La VaR de la trésorerie a connu de fortes variations au cours du 1er semestre 2011. Ces fluctuations ne sont pas dues à des changements significatifs de l'activité de la Trésorerie mais à la volatilité des taux interbancaires et des spreads (principalement entre le taux au jour le jour et le taux à 3 mois).

Les limites exprimées en sensibilité et en gap de taux ont été respectées tout au long du 1er semestre 2011 et ce malgré leur diminution en mai 2011, conformément aux décisions prises lors de la stratégie des risques 2011 de réduire le profil de risques sur l'activité de la Trésorerie (la limite en gap de taux est redevenue symétrique).

Des swaps ont été réalisés pour couvrir le risque de base (variations de spreads). Le risque de change est quasiment nul du fait de l'adossement systématique des opérations de change avec la clientèle auprès de Crédit Agricole S.A., seul subsiste le risque sur les résultats provenant des marges sur les opérations commerciales en devises qui sont cédés contre euros mensuellement à Crédit Agricole S.A.

2.2.1.3 b) Portefeuille de placement LCL

Conformément à la stratégie risques 2011, la part d'actifs monétaires tend à diminuer très légèrement de janvier à mai 2011 au profit d'actifs plus rémunérateurs et ayant une bonne liquidité. Cette stratégie n'a pas nécessité de révision des limites. Les limites ont été respectées tout au long du semestre.

En juin 2011, des arbitrages ont été opérés. Ainsi, à la fin du premier semestre 2011, la poche monétaire, sans risque de marché, représente 70 % du total du portefeuille (contre 62 % à fin 2010).

2.2.1.3 c) Gestion déléguée à Crédit Agricole S.A.

Il n'existe plus d'exposition au titre du trading de diversification, l'activité ayant été stoppée en début d'année 2011.

Le portefeuille de titres est resté quasiment inchangé au cours du premier semestre 2011 et les différentes limites ont été respectées.

2.2.2 Perspectives d'évolution sur le second semestre

Le portefeuille de LCL en gestion déléguée restant composé à 82 % d'OPCVM monétaires et de produits à capital garanti, le risque de variation des prix généré par le contexte de crise, qui semble s'installer et s'amplifier, aura une incidence modérée (cf. les résultats du stress test adverse de 83 M€ de risque de pertes à fin juin 2011).

2.3 Risque de gestion de bilan

2.3.1 Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne le risque pour l'entreprise de ne pas respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance.

La gestion de ce risque est assurée par la Trésorerie dont les missions sont de :

- gérer la liquidité,
- veiller à la bonne adéquation, en montant et en durée, des emplois et des ressources,
- assurer le respect des contraintes de liquidité réglementaires,
- veiller au respect des normes Groupe en matière de liquidité
- envisager des scénarii de crise de liquidité et définir la continuité.

2.3.1.1 Principales évolutions au cours du premier semestre 2011

2.3.1.1 a) Politique et objectifs de gestion du risque

LCL, en tant qu'établissement de crédit, respecte les exigences réglementaires en matière de liquidité.

La gestion du coefficient réglementaire de liquidité s'appuie sur un niveau cible interne de 110 % supérieur à l'exigence réglementaire (100 %), soit un excédent de liquidité de 1 400 M€.

LCL, en tant que filiale du groupe Crédit Agricole S.A., respecte également les exigences internes au groupe.

2.3.1.1 b) Gestion du risque

- *Organisation et dispositif de suivi*

Conformément aux règles du groupe Crédit Agricole S.A., LCL ne recourt au marché pour son refinancement qu'avec l'accord de Crédit Agricole S.A.. LCL est autorisé à mobiliser ses prêts habitat auprès de la Caisse de refinancement de l'habitat (CRH) et participe aux programmes du Groupe permettant la mise en place d'autres modes de financement (Covered bonds). LCL est également émetteur de titres de créances négociables auprès des investisseurs et peut recourir aux appels d'offre de la Banque centrale européenne (BCE) en concertation avec Crédit Agricole S.A., qui est son prêteur en dernier ressort.

Depuis août 2010, LCL a été autorisé par son Conseil d'Administration à émettre des obligations simples dans la limite de 1 500 M€ sur une année.

- *Méthodologie et systèmes de mesure*

La méthodologie de mesure des risques n'a pas subi d'évolution depuis fin 2010 (cf. rapport annuel LCL 2010)

2.3.1.1 c) Exposition au risque

Au cours du 1^{er} semestre 2011, le coefficient réglementaire de liquidité à 1 mois a été respecté en permanence, avec un coefficient moyen de 118%.

Pour se conformer à la demande de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) du 16 mars 2011, le coefficient de liquidité n'intègre plus aucun titre de dette émis par une entité du Groupe Crédit Agricole S.A..

En raison d'une activité commerciale soutenue au cours du premier semestre, LCL a levé des fonds à long terme, majoritairement auprès de Crédit Agricole S.A. mais aussi de la CRH. LCL a également réalisé trois émissions d'obligations entre mars et juillet 2011 pour un montant total de 1 072 M€, obligations placées auprès de la clientèle de LCL. Ce programme devrait se poursuivre au cours du second semestre.

2.3.1.2 Perspectives d'évolution sur le second semestre

Au cours du 1^{er} semestre 2011, la BCE a maintenu le dispositif de mesures exceptionnelles mis en place au début de la crise.

L'allocation illimitée de liquidité à taux fixe est maintenue au moins jusqu'au 12 octobre. En revanche, la BCE a entamé une politique de hausse de ses taux d'intérêt directeurs : + 25 bp le 13 avril et + 25 bp le 13 juillet 2011.

L'incertitude reste très élevée quant à la politique monétaire qui sera appliquée au dernier trimestre de l'année. Tout dépendra de la solution qui aura été retenue pour résoudre le problème de l'endettement public des pays de la zone euro les plus exposés.

2.3.2 Risque de taux d'intérêt global (RTIG)

2.3.2.1 Principales évolutions au cours du premier semestre 2011

2.3.2.1 a) Politique et objectifs de gestion du risque

La politique et les objectifs de gestion du RTIG restent inchangés depuis fin 2010 (cf. rapport annuel LCL 2010).

2.3.2.1 b) Gestion du risque

- *Organisation et dispositif de suivi du risque*

L'organisation et le dispositif de suivi du RTIG n'ont pas subi d'évolution depuis fin 2010 (cf. rapport annuel LCL 2010).

- *Méthodologie et système de mesure et d'encadrement du risque*

La méthodologie et le système de mesure du RTIG restent inchangés depuis fin 2010 (cf. rapport annuel LCL 2010).

Cependant l'encadrement du RTIG a évolué dans le cadre de la stratégie des risques 2011 de LCL de la façon suivante :

- diminution des limites en gaps ;
- réduction de la limite de sensibilité au taux d'intérêt de la valeur actuelle nette (VAN).

2.3.2.1 c) Exposition

Au 30 juin 2011, la sensibilité du PNB sur la première année à un mouvement de taux de 2 % représente environ 2 % du PNB et la sensibilité de la VAN des trente prochaines années à un mouvement de taux de 2 % représente environ 4,5 % des fonds propres prudentiels. Le RTIG est par ailleurs très peu sensible aux variations des devises (autres que l'euro).

Au cours du premier semestre 2011, l'ensemble du set de limites a été respecté, à l'exception de la limite sur le gap inflation euro dédié à la gestion active sur quelques mois.

2.3.2.2 Perspectives d'évolution sur le second semestre

Conformément aux décisions de prudence prises lors des derniers Comité ALM et Trésorerie, les gaps synthétiques devant être réduits ou proches de la neutralité (50 % de la limite sur la première année, 15 % de la limite sur la deuxième année et neutre au-delà), les variations de taux n'auront qu'un impact limité.

2.4 Risque opérationnel

Le risque opérationnel est défini comme le risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, au personnel, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

2.4.1 Principales évolutions au cours du premier semestre 2011

2.4.1.1 Politique et objectifs de gestion du risque

Les éléments constitutifs d'une politique générale au titre du risque opérationnel sont intégrés dans la stratégie des risques de LCL. Ce document reprend pour les principaux domaines de pertes le profil de risque et les actions prioritaires adaptées aux évolutions du dispositif des risques opérationnels, ceci au regard des orientations commerciales retenues.

Dans le cadre de la révision de la stratégie des risques de LCL de 2011, le maintien à l'identique des limites de risques opérationnels a été validé lors du Comité des risques du groupe Crédit Agricole S.A..

Par ailleurs, le système de gestion des alertes du groupe Crédit Agricole S.A. a été décliné au sein de LCL dans une note de procédure spécifiant notamment :

- le seuil à partir duquel un incident opérationnel déclenche une alerte au sein de LCL et dans le groupe Crédit Agricole S.A.,
- les critères et seuils d'alerte à partir desquels le Conseil d'administration considère l'incident comme significatif et souhaite par conséquent en être informé.

2.4.1.2 Gestion du risque

2.4.1.2 a) Organisation et dispositif de suivi

L'organisation et le dispositif de suivi restent inchangés depuis fin 2010 (cf. rapport annuel LCL 2010).

2.4.1.2 b) Méthodologie et système de mesure du risque opérationnel :

Le dispositif des risques opérationnels de LCL, homologué en approche de mesure avancée Bâle II depuis décembre 2007, est désormais en phase d'optimisation (industrialisation, productivité ...).

Ainsi, l'essentiel des travaux initiés au 1er semestre 2011 porte sur l'automatisation de la collecte des pertes, notamment le dispositif de collecte des risques opérationnel frontière a été amélioré avec la mise en place du nouvel outil de recouvrement.

La campagne de cartographie des risques opérationnels est dorénavant recensée dans l'outil Groupe Crédit Agricole « Europ@ ». Une démarche de synthèse des résultats de la cartographie des risques opérationnels aux normes Bâle II a été formalisée afin de mieux mettre en évidence les risques opérationnels supportés par le réseau de proximité.

Pour rendre cette synthèse exhaustive, un rapprochement a été réalisé entre les résultats de la campagne de cartographie 2010, le niveau des pertes opérationnelles et le résultat des contrôles permanents.

2.4.1.3 Exposition

Au 30 juin 2011, le coût net du risque opérationnel (pertes + dotations aux provisions - reprises - récupérations) représente, en date de détection de l'incident, 0,79 % du produit net bancaire de LCL et respecte ainsi la limite fixée par la stratégie des risques de LCL.

La campagne de cartographie des risques opérationnels 2010, achevée en avril 2011, a fait apparaître des processus jugés critiques qui font l'objet de plans d'action.

2.4.2 Perspectives d'évolution sur le second semestre

Au second semestre 2011, le pilotage du risque opérationnel sera renforcé par l'amélioration des outils et des travaux sur la cartographie des risques.

2.5 Risques juridiques

Les risques juridiques décrits dans le rapport annuel 2010 n'ont pas enregistré d'évolution notable.

L'expertise ordonnée dans le cadre du dossier IFI DAPTA MALLINJOURD est en cours.

2.6 Risque de non-conformité

L'ensemble des règles de conformité s'appuie sur le corpus de prescriptions du groupe Crédit Agricole baptisé FIDES. La Direction de la Conformité de LCL veille à la bonne application des obligations réglementaires, notamment celles inhérentes aux risques liés à la protection de la clientèle, à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, ainsi qu'à la lutte contre la fraude interne et externe.

La mise en oeuvre est coordonnée avec le groupe, et les filiales de LCL en aval.

2.6.1 Protection de la clientèle

Les actions engagées en matière de connaissance du client, élément fondamental dans l'exercice du métier de la banque, se sont poursuivies durant le premier semestre 2011. Les efforts ont à nouveau porté sur les processus de traitement et de contrôle de l'identification des clients, ainsi que sur la connaissance de leur situation pour mieux exercer le devoir de conseil.

Ces actions ont pris en compte la commercialisation de tranches d'emprunt obligataire de LCL.

A partir des réclamations traitées lors du premier semestre, il n'a pas été identifié de risque particulier de non-conformité.

S'agissant des conflits d'intérêts, les situations susceptibles d'en provoquer ont été identifiées, et aucun conflit d'intérêts avéré n'a été détecté durant le semestre.

2.6.2 Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Le dispositif piloté par le Pôle pilotage et prévention du blanchiment englobe la maîtrise et la gestion des risques liés au blanchiment, aux embargos, au financement du terrorisme et aux mesures de gel des avoirs.

Les différentes missions du Pôle Blanchiment sont destinées à assurer la conformité de LCL aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux directives internationales et à anticiper leurs modifications dans un contexte réglementaire fortement évolutif.

Au cours du premier semestre 2011, les actions menées ont permis de mettre à jour une partie de la cartographie des risques, de préciser certaines procédures compte tenu du contexte international, et de poursuivre la formation des collaborateurs sur le thème du blanchiment.

2.6.3 Prévention de la fraude interne et externe

Le Pôle prévention de la fraude au sein de la Direction de la conformité a pour objectif de lutter contre la fraude et d'en maîtriser les conséquences, qu'il s'agisse des pertes financières subies ou potentielles, des risques réglementaires ou des risques de réputation.

Au premier semestre 2011, des actions ont été réalisées afin d'améliorer la lutte contre la fraude identitaire sur l'ensemble de LCL.

**COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
AU 30 JUIN 2011**

(arrêtés par le Conseil d'administration du 24 août 2011)

1. CADRE GENERAL.....	22
2. COMPTE DE RESULTAT	23
3. RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	23
4. BILAN ACTIF	24
5. BILAN PASSIF.....	25
6. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	26
7. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	27

1. Cadre général

- *Dénomination et siège social*

Dénomination sociale: Crédit Lyonnais

Siège social : 18 rue de la République 69002 Lyon

Siège central : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex

Nom commercial : LCL – Le Crédit Lyonnais

- *Forme Juridique*

Le Crédit Lyonnais, fondé en 1863, sous la forme de société à responsabilité limitée, a été constitué sous la forme de société anonyme le 25 avril 1872. Nationalisé le 1er janvier 1946, en exécution de la loi du 2 décembre 1945, il a été privatisé le 15 juillet 1999.

- *Date de constitution et durée*

Sa durée, fixée primitivement à 50 ans à partir de sa constitution, a été prorogée successivement jusqu'au 31 décembre de l'an 2024.

- *Objet social*

Aux termes de l'article 3 des statuts, l'objet social du Crédit Lyonnais est le suivant :

« L'objet du CREDIT LYONNAIS consiste à effectuer, à titre de profession habituelle, toutes opérations de banque et toutes opérations connexes mentionnées dans la législation en vigueur et notamment le Code monétaire et financier, en France et à l'étranger, avec toute personne, physique ou morale, de droit public ou privé, française ou étrangère, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.

L'objet du CREDIT LYONNAIS consiste également à prendre et à détenir des participations dans les entreprises, françaises ou étrangères, existantes ou en création, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.

L'objet du CREDIT LYONNAIS consiste enfin à exercer à titre habituel toute activité non bancaire dans le respect de la réglementation applicable aux banques, notamment l'activité de courtage, et en particulier le courtage d'assurances.

Pour la réalisation de son objet, le Crédit Lyonnais peut, aussi bien en France qu'à l'étranger, créer toute filiale et établir toute succursale ou agence et d'une manière générale, effectuer, tant pour son compte que pour le compte de tiers, seul ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, ou agricoles, qu'elles soient mobilières ou immobilières, dans les limites fixées par la législation et la réglementation applicables aux banques. »

- *Registre du commerce et des sociétés et code APE*

RCS Lyon : 954 509 741

Siret : 954 509 741 000 11

APE/NAF : 651 C

Conformément aux dispositions de l'article L.233-3 du code de commerce, le capital social du Crédit Lyonnais étant détenu à hauteur de 95,10 % par Crédit Agricole S.A., Crédit Lyonnais est contrôlé par Crédit Agricole S.A. .

2. Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Intérêts et produits assimilés	<i>3.1</i>	3 767	6 392	3 066
Intérêts et charges assimilées	<i>3.1</i>	-2 758	-4 283	-1 997
Commissions (produits)	<i>3.2</i>	1 025	1 986	984
Commissions (charges)	<i>3.2</i>	-151	-230	-115
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	<i>3.3</i>	9	13	3
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	<i>3.4 - 5.3</i>	41	21	21
Produits des autres activités	<i>3.5</i>	29	58	26
Charges des autres activités	<i>3.5</i>	-35	-91	-31
PRODUIT NET BANCAIRE		1 927	3 866	1 957
Charges générales d'exploitation	<i>3.6</i>	-1 166	-2 437	-1 207
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	<i>3.7</i>	-87	-173	-84
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		674	1 256	666
Coût du risque	<i>3.8</i>	-153	-364	-180
RESULTAT D'EXPLOITATION		521	892	486
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	<i>3.9</i>	0	0	0
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
RESULTAT AVANT IMPOT		521	892	486
Impôts sur les bénéfices	<i>3.10</i>	-161	-306	-141
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RESULTAT NET		360	586	345
Intérêts minoritaires		26	53	26
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		334	533	319
Résultat de base par action annualisé (en euros)	<i>5.12</i>	1,88	1,50	1,79
Résultat dilué par action annualisé (en euros)	<i>5.12</i>	1,88	1,50	1,79

3. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Résultat net part du groupe		334	533	319
Gains et pertes sur écarts de conversion				
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		-16	-10	-10
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture				
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		27	-1	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence		11	-11	-10
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence				
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	<i>3.11</i>	11	-11	-10
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe		345	522	309
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires		26	53	26
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		371	575	335

Les montants sont présentés nets d'impôts

4. Bilan actif

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
CAISSE, BANQUES CENTRALES	<i>5.1</i>	1 813	1 712
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	<i>5.2</i>	79	70
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		2 278	2 790
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	<i>5.3</i>	1 807	1 949
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	<i>5.4</i>	13 212	14 875
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	<i>5.4</i>	88 247	81 888
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		579	930
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHÉANCE			0
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES		490	618
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	<i>5.8</i>	3 315	2 611
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE			
IMMEUBLES DE PLACEMENT			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	<i>5.10</i>	1 293	1 303
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	<i>5.10</i>	134	142
ECARTS D'ACQUISITION			
TOTAL DE L'ACTIF		113 247	108 888

5. Bilan passif

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
BANQUES CENTRALES	<i>5.1</i>	32	10
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	<i>5.2</i>	61	49
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		3 120	3 756
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	<i>5.6</i>	18 927	12 299
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	<i>5.6</i>	68 893	66 974
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	<i>5.7</i>	12 900	15 986
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		0	0
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES		149	173
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	<i>5.8</i>	2 211	2 318
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			0
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE			0
PROVISIONS	<i>5.11</i>	980	1 061
DETTES SUBORDONNEES	<i>5.7</i>	665	765
TOTAL DES DETTES		107 938	103 391
CAPITAUX PROPRES	<i>5.12</i>		
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		4 530	4 691
CAPITAL ET RESERVES LIEES		1 878	1 878
RESERVES CONSOLIDEES		2 201	2 174
GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		117	106
RESULTAT DE L'EXERCICE		334	533
INTERETS MINORITAIRES		779	806
TOTAL DU PASSIF		113 247	108 888

6. Tableau de variation des capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital et réserves liées			Capital et Réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus						
Capitaux propres au 1er janvier 2010	1 848	2 662	0	4 510	113	0	4 623	806	5 429
Augmentation de capital				0			0		0
Variation des titres auto détenus				0			0		0
Dividendes versés au 1er semestre 2010		-456		-456			-456	-53	-509
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux stock options		2		2			2		2
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	-454	0	-454	0	0	-454	-53	-507
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	-10		-10		-10
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 1er semestre 2010				0		319	319	26	345
Autres variations		-3		-3			-3		-3
Capitaux propres au 30 juin 2010	1 848	2 205	0	4 053	103	319	4 475	779	5 254
Augmentation de capital				0			0		0
Variation des titres auto détenus				0			0		0
Dividendes versés au 2ème semestre 2010				0			0		0
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux stock options		1		1			1		1
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	1	0	1	0	0	1	0	1
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-4		-4	3		-1		-1
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 2ème semestre 2010				0		214	214	27	241
Autres variations		2		2			2		2
Capitaux propres au 31 décembre 2010	1 848	2 204	0	4 052	106	533	4 691	806	5 497
Affectation du résultat 2010		533		533		-533			0
Capitaux propres au 1er janvier 2011	1 848	2 737	0	4 585	106	0	4 691	806	5 497
Augmentation de capital				0			0		0
Variation des titres auto détenus				0			0		0
Dividendes versés au 1er semestre 2011		-506		-506			-506	-53	-559
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	-506	0	-506	0	0	-506	-53	-559
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				0	11		11		11
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 1er semestre 2011				0		334	334	26	360
Autres variations				0			0		0
Capitaux propres au 30 juin 2011	1 848	2 231	0	4 079	117	334	4 530	779	5 309

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

Les réserves consolidées sont essentiellement constituées des résultats des exercices antérieurs non distribués, de montants relatifs à la première application des normes IFRS et de retraitements de consolidation.

Les montants sortis des capitaux propres par transfert en compte de résultat et relatifs à des couvertures de flux de trésorerie sont positionnés en Produit Net Bancaire.

7. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits chez LCL, en ce compris les actifs recensés dans le portefeuille de placement détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie générés pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille actifs financiers disponibles à la vente" sont compris dans ce compartiment.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Résultat avant impôts	521	892	486
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	87	173	84
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	68	179	88
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	0	9	-1
Résultat net des activités de financement	9	21	9
Autres mouvements	421	72	152
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	585	454	332
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (1)	6 074	-1 035	44
Flux liés aux opérations avec la clientèle (2)	-4 546	-1 983	-1 106
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (3)	-3 575	1 201	684
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-801	-14	-1 011
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-62	-213	-170
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-2 910	-2 044	-1 559
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	-1 804	-698	-741
Flux liés aux participations	-4	0	-1
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-66	-166	-74
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-70	-166	-75
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (4)	-559	-510	-509
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (5)	297	-99	-19
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-262	-609	-528
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-2 136	-1 473	-1 344
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	6 080	7 553	7 553
Solde net des comptes de caisse et banques centrales*	1 702	1 618	1 618
Solde net des comptes,prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit**	4 378	5 935	5 935
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 944	6 080	6 209
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	1 781	1 702	1 618
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit**	2 163	4 378	4 591
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-2 136	-1 473	-1 344

* Composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus, tel que détaillé en note 5.1 (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

** Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs sains" et "Comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.4 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.6 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole).

(1) En juin 2011, ces flux intègrent la mise en place de deux nouveaux emprunts, l'un avec CASA Londres pour 3Mds€, et l'autre avec CASA pour 2Mds€.

(2) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se composent des autres concours clientèle (-5 764 M€) et des comptes créditeurs à terme pour 1 200 M€.

(3) Cette variation reflète essentiellement la baisse des titres de créances négociables (-3.5Mds€)

(4) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires inclut le paiement des dividendes versés par LCL à ses actionnaires à hauteur de 506 M€, et aux minoritaires pour 53 M€.

(5) Le premier semestre 2011 a fait l'objet de l'émission d'un emprunt obligataire pour 390 M€, néanmoins les remboursements s'élèvent à 94 M€ dont 60 M€ au titre du remboursement d'un emprunt subordonné réalisé en février 2011.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2011

1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISES	30
2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION – PARTIES LIEES	31
2.1 Principales opérations externes réalisées au 30 juin 2011.....	31
2.2 Ecart d'acquisition.....	31
2.3 Parties liées	31
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	32
3.1 Produits et charges d'intérêts.....	32
3.2 Commissions nettes	32
3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.....	33
3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	33
3.5 Produits et charges nets des autres activités	34
3.6 Charges générales d'exploitation.....	34
3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.....	34
3.8 Coût du risque	35
3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs	35
3.10 Impôts.....	35
3.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	36
4. INFORMATION SECTORIELLE	37
5. NOTES RELATIVES AU BILAN	38
5.1 Caisse, Banques centrales.....	38
5.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	38
5.3 Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente.....	39
5.4 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle.....	40
5.5 Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers.....	42
5.6 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	42
5.7 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	43
5.8 Comptes de régularisation actif, passif et divers	43
5.9 Immeubles de placement.....	44
5.10 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition).....	44
5.11 Provisions	45
5.12 Capitaux propres.....	46
6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE.....	47
7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS.....	48
8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	48
8.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût.....	48
8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur	49
9. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE INTERMEDIAIRE.....	50
10. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011	50

1. Principes et méthodes applicables dans le groupe, jugements et estimations utilisés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du groupe LCL au 30 juin 2011 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe LCL pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2010 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Par rapport aux états financiers présentés au 30 juin 2010, le Groupe enregistre dorénavant les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi dans les autres éléments du résultat global. Il s'agit d'un changement d'option comptable dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IAS 19 qui a été appliqué pour la première fois dans les états financiers établis au 31 décembre 2010.

Ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des états financiers en 2010. En conséquence, l'impact sur les états financiers intermédiaires établis au 30 juin 2010 ne fait pas l'objet d'une communication spécifique.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2011. Celles-ci portent sur :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement de la norme IAS 32, relatif au classement des émissions de droits de souscription d'actions	23 décembre 2009 (UE n° 1293/2009)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement des normes IFRS 1 et IFRS 7, relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants	30 juin 2010 (UE n° 574/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement de la norme IAS 24, relatif à l'information au titre des parties liées sous forme d'organisme d'Etat	19 juillet 2010 (UE n° 632/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement de l'interprétation IFRIC 14, relatif à la reconnaissance des actifs de régimes à prestations définies	19 juillet 2010 (UE n° 633/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Interprétation d'IFRIC 19, relative à l'extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1 ^{er} janvier 2011	23 juillet 2010 (UE n° 662/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendements portant améliorations annuelles (2008-2010) modifiant les normes et interprétations suivantes : IFRS 1, IFRS 3, IFRS 7, IAS 1, IAS 27, IAS 34, IFRIC 13	18 février 2011 (UE n° 149/2011)	1 ^{er} janvier 2011

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2011.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010 du groupe LCL et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du groupe LCL sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2011 est présenté de façon détaillée en note 10 des notes annexes.

2.1 Principales opérations externes réalisées au 30 juin 2011

Néant.

2.2 Ecarts d'acquisition

A fin juin 2011, comme à fin 2010, il n'existe pas d'écarts d'acquisition.

2.3 Parties liées

LCL, dans son rôle de Distributeur, s'adresse à chacune des filiales spécifiques du groupe Crédit Agricole pour obtenir les produits les plus à même de satisfaire sa clientèle (Amundi pour les produits de gestion d'actifs, Pacifica pour les assurances dommages, Prédica pour les assurances vie,...) et s'adresse à CA-CIB pour adosser les opérations de marché de sa clientèle.

Les opérations de trésorerie sont centralisées auprès de Crédit Agricole S.A..

Parmi les partenariats intra-groupe Crédit Agricole, les plus significatifs en termes de contribution au PNB du LCL ont été réalisés au 30 juin 2011 avec :

- Amundi pour 60 M€ en juin 2011 contre 78 M€ en juin 2010 (soit -23 %),
- Prédica pour 123 M€ en juin 2011 contre 130 M€ en juin 2010 (soit -5 %),
- Crédit Agricole Consumer Finance (fusion de Sofinco et Finaref) pour 105 M€ en juin 2011 contre 101 M€ en juin 2010 (soit +4 %),
- Pacifica pour 66 M€ en juin 2011 contre 57 M€ en juin 2010 (soit +16 %),
- CACI (Crédit Agricole Creditor Insurance) pour 33 M€ au 30 juin 2011.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1 Produits et charges d'intérêts

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Sur opérations avec les établissements de crédit	226	486	228
Sur opérations avec la clientèle	1 615	2 964	1 453
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	4	7	3
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 922	2 935	1 382
Sur opérations de location-financement	0	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	0	0	0
Produits d'intérêts (1) (2)	3 767	6 392	3 066
Sur opérations avec les établissements de crédit	-178	-295	-122
Sur opérations avec la clientèle	-428	-693	-314
Sur dettes représentées par un titre	-167	-280	-134
Sur dettes subordonnées	-6	-22	-9
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-1 979	-2 993	-1 418
Sur opérations de location-financement	0	0	0
Autres intérêts et charges assimilés	0	0	0
Charges d'intérêts	-2 758	-4 283	-1 997

(1) dont 2,6 M€ sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2011 (contre 2,1 M€ au premier semestre 2010)

(2) dont 2,4 M€ correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 30 juin 2011 (2,9 M€ au premier semestre 2010)

3.2 Commissions nettes

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011			31 / 12 / 2010			30 / 06 / 2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	5	-1	4	11	-16	-5	5	-8	-3
Sur opérations avec la clientèle	358	-25	333	693	-32	661	351	-16	335
Sur opérations sur titres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur opérations de change	2	0	2	3	0	3	2	0	2
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	55	-13	42	92	-25	67	46	-13	33
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	572	-112	460	1 118	-157	961	547	-78	469
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	33	0	33	69	0	69	33	0	33
Produits nets des commissions	1 025	-151	874	1 986	-230	1 756	984	-115	869

3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	8	9	0
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-1		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	2	4	3
Résultat de la comptabilité de couverture	0	0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	9	13	3

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011			31 / 12 / 2010			30 / 06 / 2010		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur									
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	233	-141	92	936	-996	-60	60	-261	-201
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	141	-233	-92	996	-936	60	261	-60	201
Couvertures de flux de trésorerie									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers									
Variations de juste valeur des éléments couverts	1 229	-1 577	-348	1 573	-1 643	-70	1 220	-1 385	-165
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	1 577	-1 229	348	1 643	-1 573	70	1 385	-1 220	165
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt									
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace									
Total résultat de la comptabilité de couverture	3 180	-3 180	0	5 148	-5 148	0	2 926	-2 926	0

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Dividendes reçus	17	22	20
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (1)	27	9	1
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-3	-10	0
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	41	21	21

(1) Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

3.5 Produits et charges nets des autres activités

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement			
Autres produits (charges) nets	-6	-33	-5
Produits (charges) nets des autres activités	-6	-33	-5

3.6 Charges générales d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Charges de personnel	-685	-1 448	-711
Impôts et taxes	-33	-76	-35
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-448	-913	-461
Charges d'exploitation	-1 166	-2 437	-1 207

Détail des charges de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Salaires et traitements	-395	-853	-414
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-57	-126	-62
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	0	-3	-1
Autres charges sociales	-112	-243	-117
Intéressement et participation	-52	-101	-40
Impôts et taxes sur rémunération	-69	-122	-77
Total charges de personnel	-685	-1 448	-711

3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Dotations aux amortissements	-87	-173	-84
- immobilisations corporelles	-69	-135	-66
- immobilisations incorporelles	-18	-38	-18
Dotations aux dépréciations	0	0	0
- immobilisations corporelles	0	0	0
- immobilisations incorporelles	0	0	0
Total	-87	-173	-84

3.8 Coût du risque

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-442	-628	-292
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		-2	
Prêts et créances	-355	-454	-249
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	-1	0	0
Engagements par signature	-33	-122	-15
Risques et charges	-53	-50	-28
Reprises de provisions et de dépréciations	315	280	125
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	244	141	87
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	0	0	0
Engagements par signature	49	111	28
Risques et charges	22	28	10
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-127	-348	-167
Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement	0	-6	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-28	-43	-24
Récupérations sur prêts et créances amorties	5	40	14
Décotes sur crédits restructurés	-2	-4	-1
Pertes sur engagements par signature	0	-1	-1
Autres pertes	-1	-2	-1
Coût du risque	-153	-364	-180

3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	0	0	0
Plus-values de cession	2	3	0
Moins-values de cession	-2	-3	
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	0

3.10 Impôts

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Charge d'impôt courant (1)	-128	-167	-142
Charge d'impôt différé	-33	-139	1
Charge d'impôt de la période	-161	-306	-141

(1) La méthode d'estimation de la charge d'impôt a été modifiée dans le respect des dispositions de la norme IAS 34. Le Groupe calcule désormais la charge d'impôt au titre des comptes consolidés intermédiaires sur la base d'un Taux Annuel Moyen Estimé (TAME) ; il s'agit du rapport entre la charge d'impôt du budget de référence, retraitée de l'effet d'impôt des éléments extraordinaires, et le résultat avant impôt et des entreprises mises en équivalence du budget de référence, retraité des éléments extraordinaires. Le TAME est révisé périodiquement sur la base des données actualisées.

3.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

<i>(en millions d'euros)</i>	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		
Variation de juste valeur		-10			-10	
Transfert en compte de résultat					0	
Variation de l'écart de conversion					0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi					0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 30 juin 2010 (part du Groupe)	0	-10	0	0	-10	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 30 juin 2010 (part minoritaire)					0	
Total gains ou pertes latents ou différés 30 juin 2010 (1)	0	-10	0	0	-10	0
Variation de juste valeur		-10			-10	
Transfert en compte de résultat					0	
Variation de l'écart de conversion					0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				-1	-1	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 31 décembre 2010 (part du Groupe)	0	-10	0	-1	-11	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 31 décembre 2010 (part minoritaire)					0	
Total gains ou pertes latents ou différés 31 décembre 2010 (1)	0	-10	0	-1	-11	0
Variation de juste valeur		-16			-16	
Transfert en compte de résultat					0	
Variation de l'écart de conversion					0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				27	27	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 30 juin 2011 (part du Groupe)	0	-16	0	27	11	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 30 juin 2011 (part minoritaire)					0	
Total gains ou pertes latents ou différés 30 juin 2011 (1)	0	-16	0	27	11	0

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010	30 / 06 / 2010
Montant brut	-25	-12	-4
Impôt	9	2	-6
Total net	-16	-10	-10

4. Information sectorielle

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché. Les actifs sectoriels sont déterminés à partir des éléments comptables composant le bilan de chaque secteur opérationnel.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011				
	Banque de proximité en France	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	1 968	-4	-15	-22	1 927
Charges d'exploitation	-1 235			-18	-1 253
Résultat brut d'exploitation	733	-4	-15	-40	674
Coût du risque	-156			3	-153
Résultat d'exploitation	577	-4	-15	-37	521
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence					0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0			0	0
Variation de valeur des écarts d'acquisition					0
Résultat avant impôt	577	-4	-15	-37	521
Impôts sur les bénéfices	-178	1	5	11	-161
Gains ou pertes nets des activités arrêtées					0
Résultat net	399	-3	-10	-26	360
Intérêts minoritaires				26	26
RESULTAT NET PART DU GROUPE	399	-3	-10	-52	334

<i>(en millions d'euros)</i>	31 / 12 / 2010				
	Banque de proximité en France	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	3 945	-9	-40	-30	3 866
Charges d'exploitation	-2 575			-35	-2 610
Résultat brut d'exploitation	1 370	-9	-40	-65	1 256
Coût du risque	-359			-5	-364
Résultat d'exploitation	1 011	-9	-40	-70	892
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence					0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-2			2	0
Variation de valeur des écarts d'acquisition					0
Résultat avant impôt	1 009	-9	-40	-68	892
Impôts sur les bénéfices	-303	3	12	-18	-306
Gains ou pertes nets des activités arrêtées					0
Résultat net	706	-6	-28	-86	586
Intérêts minoritaires				53	53
RESULTAT NET PART DU GROUPE	706	-6	-28	-139	533

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2010				
	Banque de proximité en France	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	1 971	-4	-35	25	1 957
Charges d'exploitation	-1 282			-9	-1 291
Résultat brut d'exploitation	689	-4	-35	16	666
Coût du risque	-179			-1	-180
Résultat d'exploitation	510	-4	-35	15	486
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence					0
Gains ou pertes nets sur autres actifs					0
Variation de valeur des écarts d'acquisition					0
Résultat avant impôt	510	-4	-35	15	486
Impôts sur les bénéfices	-153	1	11		-141
Gains ou pertes nets des activités arrêtées					0
Résultat net	357	-3	-24	15	345
Intérêts minoritaires				26	26
RESULTAT NET PART DU GROUPE	357	-3	-24	-11	319

5. Notes relatives au bilan

5.1 Caisse, Banques centrales

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011		31 / 12 / 2010	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	543		496	
Banques centrales	1 270	32	1 216	10
VALEUR AU BILAN	1 813	32	1 712	10

5.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	73	64
Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option	6	6
JUSTE VALEUR AU BILAN	79	70
<i>Dont Titres prêtés</i>	0	0

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction		
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	73	64
JUSTE VALEUR AU BILAN	73	64

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Titres à la juste valeur par résultat sur option		
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	6	6
- Actions et autres titres à revenu variable		
JUSTE VALEUR AU BILAN	6	6

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	61	49
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
VALEUR AU BILAN	61	49

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	61	49
VALEUR AU BILAN	61	49

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Néant.

5.3 Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011			31 / 12 / 2010		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 000	36	-10	1 022	34	-7
Actions et autres titres à revenu variable	415	25	-2	537	46	
Titres de participation non consolidés	392	58	-2	390	58	-1
Total des titres disponibles à la vente	1 807	119	-14	1 949	138	-8
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)	1 807	119	-14	1 949	138	-8
Impôts		-22	4		-29	2
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS)		97	-10		109	-6

(1) dont 80 M€ comptabilisés au titre de la dépréciation durable sur titres et créances au 30 juin 2011 (vs 77 M€ au 31 décembre 2010)

5.4 Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Comptes et prêts	12 570	14 250
dont comptes ordinaires débiteurs sains	1 281	1 273
dont comptes et prêts au jour le jour sains	1 509	3 600
Valeurs reçues en pension	258	279
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	332	300
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
Total	13 160	14 829
Créances rattachées	53	47
Dépréciations	-1	-1
VALEUR NETTE AU BILAN	13 212	14 875

Prêts et créances sur la clientèle

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	236	236
Autres concours à la clientèle	86 478	80 729
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	10	12
Titres non cotés sur un marché actif		
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	4	4
Comptes ordinaires débiteurs	2 955	2 364
Total	89 683	83 345
Créances rattachées	285	260
Dépréciations	-1 721	-1 717
VALEUR NETTE	88 247	81 888
Opérations de location financement		
Location-financement immobilier	0	0
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	0	0
Total	0	0
Créances rattachées	0	0
Dépréciations	0	0
VALEUR NETTE	0	0
VALEUR NETTE AU BILAN	88 247	81 888

Créances apportées en garantie :

Au cours du 1er semestre 2011, LCL a apporté 23 194 M€ de créances en garantie à différents mécanismes de refinancement contre 20 975 M€ en 2010. LCL conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, LCL a apporté :

- 6 090 M€ de créances éligibles dans le cadre des opérations de refinancement auprès de la Banque de France, contre 6 286 M€ en 2010 ;
- 3 147 M€ de créances dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 3 803 M€ en 2010 ;
- 8 452 M€ de créances hypothécaires dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 8 277 M€ en 2010 ;
- 5 506 M€ de créances dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la société de financement à l'habitat du groupe contre 2 610 M€ en 2010.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales	1 737				1 737
Banques centrales	10				10
Etablissements de crédit	13 149	1	1		13 148
Institutions non établissements de crédit	184	2	2		182
Grandes entreprises	17 356	741	478	277	16 601
Clientèle de détail	70 407	1 700	787	170	69 450
Total *	102 843	2 444	1 268	447	101 128
Créances rattachées nettes					331
Valeurs au bilan					101 459

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 386 M€

<i>(en millions d'euros)</i>	31 / 12 / 2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales	1 740				1 740
Banques centrales	14				14
Etablissements de crédit	14 814	9	1		14 813
Institutions non établissements de crédit	29	2	2		27
Grandes entreprises	26 106	810	498	297	25 311
Clientèle de détail	55 471	1 649	749	163	54 559
Total *	98 174	2 470	1 250	460	96 464
Créances rattachées nettes					299
Valeurs au bilan					96 763

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 362 M€

5.5 Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	31 / 12/ 2010	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30 / 06/ 2011
Créances sur les établissements de crédit	1						1
Créances sur la clientèle	1 717		365	-362		1	1 721
dont dépréciations collectives	460		18	-31			447
Opérations de location financement	0						0
Titres détenus jusqu'à l'échéance	0						0
Actifs disponibles à la vente	77		4				81
Autres actifs financiers	68						68
TOTAL DES DEPRECIATIONS D'ACTIFS FINANCIERS	1 863	0	369	-362	0	1	1 871

5.6 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06/ 2011	31 / 12/ 2010
Comptes et emprunts	18 878	12 266
dont comptes ordinaires créditeurs	613	451
dont comptes et emprunts au jour le jour	15	42
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Sous-Total	18 878	12 266
Dettes rattachées	49	33
VALEUR AU BILAN	18 927	12 299

Dettes envers la clientèle

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06/ 2011	31 / 12/ 2010
Comptes ordinaires créditeurs	28 076	27 849
Comptes d'épargne à régime spécial	32 745	32 396
Autres dettes envers la clientèle	7 734	6 434
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Total	68 555	66 679
Dettes rattachées	338	295
VALEUR AU BILAN	68 893	66 974

5.7 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	0	0
Titres du marché interbancaire	6 081	6 043
Titres de créances négociables	6 329	9 805
Emprunts obligataires	390	
Autres dettes représentées par un titre		
Total	12 800	15 848
Dettes rattachées	100	138
VALEUR AU BILAN	12 900	15 986
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	72	156
Dettes subordonnées à durée indéterminée	274	283
Dépôt de garantie à caractère mutuel	131	119
Titres et emprunts participatifs	177	197
Total	654	755
Dettes rattachées	11	10
VALEUR AU BILAN	665	765

5.8 Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Autres actifs	1 920	1 078
Comptes de stocks et emplois divers	1	2
Gestion collective des titres Livret développement durable		
Débiteurs divers (1)	1 912	1 070
Comptes de règlements	7	6
Capital souscrit non versé		
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Comptes de régularisation	1 395	1 533
Comptes d'encaissement et de transfert	835	977
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	1	3
Produits à recevoir	294	322
Charges constatées d'avance	71	36
Autres comptes de régularisation	194	195
VALEUR AU BILAN	3 315	2 611

(1) Dont 1 178 M€ au 30 juin 2011 suite à la collatéralisation avec CACIB dans le cadre des opérations de marché (contre 362 M€ en décembre 2010)

Comptes de régularisation et passifs divers

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Autres passifs (1)	370	361
Comptes de règlements	4	4
Créditeurs divers	367	356
Versement restant à effectuer sur titres	1	1
Autres passifs d'assurance		
Autres	-2	
Comptes de régularisation	1 841	1 957
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	574	759
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	0	0
Produits constatés d'avance	409	367
Charges à payer	712	763
Autres comptes de régularisation	146	68
VALEUR AU BILAN	2 211	2 318

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en nets.

5.9 Immeubles de placement

LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

5.10 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

<i>(en millions d'euros)</i>	31 / 12 / 2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30 / 06 / 2011
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	2 011		56	-48		-5	2 014
Amortissements & Dépréciations	-708		-69	47		9	-721
VALEUR NETTE AU BILAN	1 303	0	-13	-1	0	4	1 293
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	513		10	52			575
Amortissements & Dépréciations	-371		-18	-52			-441
VALEUR NETTE AU BILAN	142	0	-8	0	0	0	134

5.11 Provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	31 / 12/ 2010	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30 / 06/ 2011
Risques sur les produits épargne logement	123		0		-17			106
Risques d'exécution des engagements par signature	101		33		-49			85
Risques opérationnels	34		6	-4	-9			27
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	416		12	-39	-49			340
Litiges divers	133		3	-1	-3			132
Participations	0							0
Restructurations	6							6
Autres risques	248		61	-4	-18		-3	284
TOTAL	1 061	0	115	-48	-145	0	-3	980

Provision épargne logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06/ 2011	31 / 12/ 2010
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	57	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	4 266	4 235
Ancienneté de plus de 10 ans	2 888	3 042
Total plans d'épargne-logement	7 211	7 277
Total comptes épargne-logement	1 659	1 652
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	8 870	8 929

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2011 pour les données au 30 juin 2011 et à fin novembre 2010 pour les données au 31 décembre 2010, et hors prime d'état.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06/ 2011	31 / 12/ 2010
Plans d'épargne-logement :	76	93
Comptes épargne-logement :	293	324
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	369	417

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06/ 2011	31 / 12/ 2010
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	11	15
Ancienneté de plus de 10 ans	87	100
Total plans d'épargne-logement	98	115
Total comptes épargne-logement	8	8
Total provision au titre des contrats épargne-logement	106	123

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

5.12 Capitaux propres

Composition du capital

Au 30 juin 2011, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Actionnaires du Crédit Lyonnais	Nombre de titres au 01/01/2011	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Autres mouvements	Nombre de titres au 30/06/2011	% du capital	% des droits de vote
- Crédit Agricole S.A.	339 035 380				339 035 380	95,10%	95,10%
- SACAM Développement	17 471 652				17 471 652	4,90%	4,90%
- Autres actionnaires	5				5	0,00%	0,00%
TOTAL	356 507 037	0	0	0	356 507 037	100,00%	100,00%

La valeur nominale des actions est de 5,18 euros et le montant du capital est 1 847 860 375 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Actions de préférences

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	Montant de l'émission en millions d'euros	30/ 06/ 2011 en millions d'euros	31 / 12/ 2010 en millions d'euros
Credit lyonnais Preferred capital 1 LLC	avr-02			750	750

Ces actions de préférence donnent droit à leurs porteurs à un dividende préférentiel non cumulatif. Le taux de ce dividende est établi à 7,047 % pendant les 10 premières années suivant la date de l'émission. Le produit de cette émission est classé parmi les intérêts minoritaires.

Résultat par action

	30 / 06/ 2011	31 / 12/ 2010
Résultat net part du Groupe de la période (en millions d'euros)	334	533
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	356 507 037	356 507 037
Coefficient d'ajustement	1	1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	356 507 037	356 507 037
Résultat de base par action annualisé (en euros)	1,88	1,50
Résultat dilué par action annualisé (en euros)	1,88	1,50

Dividendes

Au titre de l'exercice 2010, l'assemblée générale de LCL a approuvé le versement d'un dividende net par action de 1,42 euro, soit un montant total 506 239 993 euros.

(en euros)	2010	2009	2008
Dividende net par action	1,42	1,28	1,46
Dividende global	506 239 993	456 329 007	520 499 544

6. Engagements de financement et de garantie

Engagements donnés et reçus :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Engagements donnés	23 205	23 245
Engagements de financement	16 046	15 887
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	229	120
. Engagements en faveur de la clientèle	15 817	15 767
Ouverture de crédits confirmés	14 157	14 096
- Ouverture de crédits documentaires	209	199
- Autres ouvertures de crédits confirmés	13 948	13 897
Autres engagements en faveur de la clientèle	1 660	1 671
Engagements de garantie	7 159	7 358
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	1 504	1 433
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	128	115
Autres garanties	1 376	1 318
. Engagements d'ordre de la clientèle	5 655	5 925
Cautions immobilières	19	9
Garanties financières	1 751	1 804
Autres garanties d'ordre de la clientèle	3 885	4 112
Engagements reçus	49 929	46 343
Engagements de financement	6 096	6 290
. Engagements reçus d'établissements de crédit	6 090	6 286
. Engagements reçus de la clientèle	6	4
Engagements de garantie	43 833	40 053
. Engagements reçus d'établissements de crédit	41 499	37 796
. Engagements reçus de la clientèle	2 334	2 257
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	0	0
Autres garanties reçues	2 334	2 257

Actifs donnés en garantie de passif :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06 / 2011	31 / 12 / 2010
Titres prêtés	0	0
Dépôts de garantie sur opérations de marché (1)	1 178	362
Titres et valeurs données en pension	0	0
TOTAL	1 178	362

(1) 1 178 M€ au 30 juin 2011 suite à la collatéralisation avec CACIB dans le cadre des opérations de marché (contre 362 M€ en décembre 2010)

Actifs obtenus par prise de possession de garantie au cours de la période :

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

Garanties détenues :

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par LCL et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de LCL.

7. Reclassements d'instruments financiers

LCL n'a opéré ni en 2010 ni en 2011, de reclassements au titre de l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008. (cf. note 1 « Principes et méthodes applicables dans le groupe »).

8. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties avisées, consentantes dans une transaction conclue à des conditions normales.

Les montants de juste valeur représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté. Les justes valeurs d'instruments financiers sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers pourrait ne pas faire l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée ci-dessous.

8.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

<i>(en millions d'euros)</i>	30 / 06/ 2011		31 / 12/ 2010	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
ACTIFS	101 459	103 709	96 763	100 188
Prêts et créances sur les établissements de crédit	13 212	13 253	14 875	14 922
Prêts et créances sur la clientèle	88 247	90 456	81 888	85 266
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
PASSIFS	101 385	101 959	96 024	95 997
Dettes envers les établissements de crédit	18 927	19 355	12 299	12 460
Dettes envers la clientèle	68 893	68 893	66 974	66 974
Dettes représentées par un titre	12 900	13 227	15 986	15 986
Dettes subordonnées	665	484	765	577

Pour les instruments financiers, la meilleure estimation correspond au prix de marché de l'instrument lorsque celui-ci est traité sur un marché actif (cours cotés et diffusés).

En l'absence de marché ou de données fiables, la juste valeur est déterminée par une méthode appropriée conforme aux méthodologies d'évaluations pratiquées sur les marchés financiers : soit la référence à la valeur de marché d'un instrument comparable, soit l'actualisation des flux futurs, soit des modèles d'évaluation.

Dans les cas où il est nécessaire d'approcher les valeurs de marché au moyen d'évaluation, c'est la méthode de l'actualisation des flux futurs estimés qui est la plus couramment utilisée.

En outre, il est à noter que LCL prend en compte le rapport d'experts publié par l'IASB le 31 octobre 2008 et relatif à la valorisation de certains instruments financiers à la juste valeur cotés sur des marchés qui ne sont plus actifs.

Par ailleurs, dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché,
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels on considère que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché,
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics,
- des passifs exigibles à vue,
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation.

<i>(en millions d'euros)</i>	Total 30/06/2011	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		Total 31/12/2010	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
		Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2		Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3	
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	73		73	64	0	64	
Créances sur les établissements de crédit							
Créances sur la clientèle							
Titres reçus en pension livrée							
Titres détenus à des fins de transaction							
Effets publics et valeurs assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe							
Actions et autres titres à revenu variable							
Instruments dérivés	73		73	64		64	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	6		6	6		6	
Créances sur la clientèle							
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte							
Titres à la juste valeur par résultat sur option	6		6	6		6	
Effets publics et valeurs assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe	6		6	6		6	
Actions et autres titres à revenu variable							
Actifs financiers disponibles à la vente	1 807	283	1 524	1 949	279	1 670	
Effets publics et valeurs assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 000	120	880	1 022	118	904	
Actions et autres titres à revenu variable	807	163	644	927	161	766	
Créances disponibles à la vente							
Instruments dérivés de couverture	2 278	1	2 277	2 790		2 790	
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	4 164	284	3 880	4 809	279	4 530	

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées.

<i>(en millions d'euros)</i>	Total 30/06/2011	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3	Total 31/12/2010	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	61	0	61	0	49	0	49	0
Titres vendus à découvert	0				0			
Titres donnés en pension livrée	0				0			
Dettes représentées par un titre	0				0			
Dettes envers la clientèle	0				0			
Dettes envers les établissements de crédit	0				0			
Instruments dérivés	61		61		49		49	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0				0			
Instruments dérivés de couverture	3 120	2	3 118		3 756	3	3 753	
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	3 181	2	3 179	0	3 805	3	3 802	0

Changements de modèles de valorisation

Néant.

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Néant.

9. Evénements postérieurs à la période intermédiaire

Néant.

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2011

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Pays d'implantation	Evolution du périmètre	Méthode de consolidation au 30/06/2011	% de contrôle		% d'intérêt	
				30 /06/2011	31 /12/2010	30 /06/2011	31 /12/2010
<u>Sociétés françaises intégrées globalement</u>							
Banque Thémis	France		IG	100	100	100	100
CL Développement Economique "CLDE"	France		IG	100	100	100	100
Cie interprofessionnelle de financement immobilier "Interfimo"	France		IG	98,95	98,95	98,95	98,95
CL Europe	France		IG	100	100	100	100
Banque Française Commerciale Antilles Guyane "BFCAG"	France		IG	100	100	100	100
<u>Sociétés européennes (hors France) intégrées globalement</u>							
CL Verwaltung und Beteiligungs	Allemagne		IG	100	100	100	100
<u>Sociétés d'Amérique intégrées globalement</u>							
CL Preferred Capital	USA		IG	100	100	0	0

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société CREDIT LYONNAIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevois, le 25 août 2011

PricewaterhouseCoopers Audit

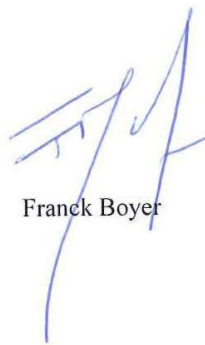


Pierre Clavié



Catherine Pariset

Mazars



Franck Boyer



Anne Veaute